

Paris, le 10 février 2012,

Réunion des Associations d'élus locaux à l'Élysée : profond désaccord

La réunion organisée par le Président de la République sur les finances locales a confirmé le profond désaccord d'analyse entre les élus des collectivités et le gouvernement.

La réduction des déficits publics suppose d'abord que l'Etat mette de l'ordre dans sa gestion et ses choix fiscaux. Elle implique aussi qu'il se modernise, ce qui passe par un nouvel élan de décentralisation, pour enfin clarifier qui fait quoi. L'annonce d'une enveloppe financière pour résoudre les problèmes d'investissements des collectivités est sans commune mesure avec les besoins financiers et leurs conséquences sur les usagers et les entreprises.

Ce n'est pas d'un pacte de stabilité dont les collectivités ont besoin mais d'un véritable contrat de confiance et non pas de défiance. Ceci ne peut pas se construire de manière inopinée en fin de quinquennat, après des années de stigmatisation.

Les collectivités sont totalement mobilisées pour l'emploi, pour trouver les nouveaux leviers de croissance dans un contexte économique dégradé et assurer, au quotidien, des services publics de qualité aux Français.

Contacts presse ARF : Claudine Ripert - Caroline Simon (01 45 55 82 48 – 06 17 47 72 66)

csimon@arf-regions.org

Contact presse ADF : Nadia SALEM (01 45 49 60 43 – 06 76 73 64 01)

nadia.salem@departement.org